FRONT DE GAUCHE

Parti Communiste Français / Parti de Gauche / Gauche Unitaire
Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique
République et Socialisme / Convergence et Alternative
Parti Communiste des Ouvriers de France / Gauche Anticapitaliste

Tous ensemble pour l'emploi, contre l'austérité

Nous sommes mobilisés parce qu'il y a urgence contre un MEDEF à l'offensive, contre les destructions d'emploi, et pour une ré-industrialisation écologique.
Nous sommes mobilisés pour exiger une autre politique face aux licenciements que l'impuissance affichée du gouvernement, qui s'apprête qui plus est à faire de nouveaux cadeaux aux patrons. C'est à mettre au regard de leur adhésion au traité d'austérité, qui vise à faire payer la crise à la majorité de la population.

Nous sommes mobilisés, solidaires des travailleurs d'Espagne, de Grèce, du Portugal, qui se battent contre les mêmes politiques d'austérité.

Le mouvement populaire doit agir aussi à l'échelle européenne, contre des politiques internationales libérales, qui prétendent être les « seules possibles ». Contre le traité Merkozy, qu'Hollande veut imposer bafouant sa promesse de le modifier, la grande manifestation unitaire du dimanche 30 septembre dernier peut être un signal de départ du refus de ce traité d'austérité permanente, pour une autre Europe, refondée sur les droits sociaux et citoyens.
Face à la déferlante des plans de licenciements, à la généralisation de la précarité et du chômage. Convergences de mobilisations sociales au niveau national et nouvelles alternatives politiques peuvent se nourrir mutuellement. Elles peuvent donner du souffle à toutes les résistances isolées en donnant à voir d'autres perspectives pour une vraie politique de gauche.

Le Front de gauche défend une alternative politique, appuyée sur les mobilisations sociales.

Nous avons chassé la droite. C'est le moment d'imposer des droits nouveaux. La mobilisation doit montrer que ce n'est plus au MEDEF et aux entreprises du CAC 40 de faire la loi. Il n'est plus tolérable que les PDG d'Arcelor-Mittal, de PSA, de Renault, d'Unilever, d'Aventis, aient le pouvoir de décider du sort de dizaines de milliers d'emploi qui représentent des savoir-faire et des vies. L'Humain d'abord !

C'est pourquoi les députés du Front de gauche proposent une loi pour interdire les licenciements dans les entreprises où des dividendes sont versés aux actionnaires.
C'est pourquoi aussi, le Front de gauche défend l'obligation, contrôlée par les pouvoirs publics, d'examiner des propositions alternatives venant des salariés pouvant aller jusqu'à une prise de contrôle public des entreprises par les pouvoirs publics ou l'aide directe à des projets de coopératives lorsque la situation s'y prête.
Des négociations s'ouvrent sur la sécurité d'emploi. Le Front de gauche propose une loi de sécurité des droits de tous les salariés face aux restructurations économiques. Cette sécurité sociale professionnelle permettrait le maintien des salaires et de tous les droits acquis, pour tous, grâce à un fonds salarial alimenté par des cotisations patronales.

Le Front de gauche défend une ré-industrialisation écologique planifiée.

L'industrie a perdu des centaines de milliers d'emploi, parce que le capitalisme est basé sur la concurrence sauvage, avec à la fois des super-profits et des faillites. Au final, ce sont les salariés qui trinquent. Leur savoir-faire, leur travail, est méprisé, détruit.
Mais la relance industrielle nécessite une planification écologique, pour déterminer démocratiquement ce qui doit être produit, pour quels besoins, avec quelles technologies.
La crise écologique, notamment climatique, impose une industrie propre en carbone et économe en matières. Cela implique des reconversions, dans les transports, dans l'automobile, dans l'énergie, dans l'agro-business. Nous favoriserons la relocalisation des activités et circuits courts de distribution. Parallèlement la France doit agir pour l'institution de protections et de normes sociales et environnementales communes aux européens notamment par le biais de prélèvements sur la réimportation de productions délocalisées et une « taxe » kilométrique de manière à réduire les transports de marchandises évitables.
Des centaines de milliers d'emplois sont possible par des politiques de transport public gratuits ou à très bas prix, de rénovations thermiques des habitats, de sources d'énergies renouvelables. Et par une réduction générale du temps de travail sans flexibilité.
Mais pour cela, il faut s'attaquer au pouvoir de la finance et des multinationales capitalistes.

Rejoignez le Front de gauche et ses Assemblées citoyennes !